

◆ JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES ◆

INTERNATIONALISATION

La ZLÉA contribuera à l'appauvrissement des femmes

Dans le monde, une personne sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour, et une sur sept souffre de la faim de façon chronique. L'immense majorité de ces personnes sont des femmes et des enfants. En effet, selon les Nations unies, les femmes constituent 70 % des personnes pauvres dans le monde.

JESSICA NADEAU

Précarisation du travail féminin

Depuis l'avènement du libre-échange, la situation des femmes se détériore: précarité de l'emploi dans des secteurs féminisés, exploitation d'une main-d'œuvre principalement féminine dans les maquiladoras et autres zones franches, accroissement du travail non rémunéré des femmes avec les privatisations étatiques, recrudescence du trafic des femmes, etc.

«Cette situation, exacerbée depuis les dernières années, n'ira qu'en s'amplifiant avec la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), prédit Anne-Marie Seghezzi-Turbano du comité Femmes et mondialisation de la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Il importe que les femmes — premières victimes de ce capitalisme sauvage — se mobilisent et proclament leur désaccord.»

puisqu'elles assurent environ 75 % des emplois dans le secteur public. Dans une lettre aux dirigeants du FMI et de la Banque mondiale, les déléguées de la Marche mondiale des femmes écrivaient que «la privatisation systématique de secteurs aussi sensibles que l'éducation et la santé fait reposer sur les femmes, sur leur travail invisible et non payé, les tâches jadis assumées par l'État. Cette substitution des rôles et des responsabilités de l'État vers le privé — et donc vers les femmes — se traduit par ce qu'on pourrait appeler une crise de surcharge de travail pour les femmes».

Elles ont ainsi estimé qu'en Amérique latine, depuis l'instauration des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980, les femmes travaillent en moyenne une heure de plus par jour.

Multiplication des «sweat shops»

Les instances monétaires internationales et la mondialisation favorisent l'émergence de zones franches, zones exemptées de droits de douane et de taxes. Dans le but de sortir du sous-développement en attirant les multinationales, de

nombreux pays ont mis en place de telles infrastructures. «Pour décrire leur rentabilité, les multinationales vont produire là où la main-d'œuvre est la moins chère. Cette main-d'œuvre sous-payée, docile et non organisée, est surtout composée de femmes», rappelle Anne-Marie Seghezzi-Turbano.

Les femmes constituent entre 60 et 90 % des employées dans les zones franches, et plusieurs travaillent dès l'âge de 13 ou 14 ans. En moyenne, elles gagnent 0,80 \$US l'heure et travaillent 50 à 80 heures par semaine dans des conditions misérables. «En République dominicaine, les médecins ont relevé que les femmes travaillant dans les zones franches de production font deux fois plus de fausses couches que celles qui ont d'autres activités, deux fois plus d'enfants souffrent d'insuffisance pondérale, et trois fois plus d'enfants sont atteints de malformations», écrit la déléguée de la Marche mondiale des femmes. La tendance générale à la déreglementation laisse entrevoir que, bientôt, ce sont des pays entiers qui seront transformés en zones franches.

À la frontière des États-Unis et

le à la condition féminine à la CSN. Aux États-Unis, des familles méricaines sans papiers débarquent pour faire la récolte des oranges, et elles travaillent des heures et des heures dans des conditions très précaires pour arriver à survivre.»

Suite au deuxième Sommet des peuples des Amériques, une campagne continentale de lutte contre la ZLEA a été mise en branle par l'Alliance sociale continentale. Au Québec, la «Consulta», vaste campagne d'éducation, de consultation et de mobilisation, populaire sur les enjeux de la ZLEA, se tiendra de janvier à octobre 2003. Le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), organisateur du plébiscite à l'échelle provinciale, s'oppose de façon catégorique à la ZLEA telle qu'elle se négocie actuellement. «Nous ne nous opposons pas à l'échange et à la mondialisation, au contraire, mais nous voulons un processus de négociation transparent qui donne la primauté aux droits individuels et collectifs sur le commerce et le profit, et qui promeuve le respect de l'environnement et l'égalité entre hommes et femmes», conclut

Anne-Marie Seghezzi-Turbano.

du Mexique, on compte 2340 maquiladoras ou sweat shops (usines de sous-traitance) qui emploient plus d'un million de travailleuses. Dans la région de Juarez, les femmes assemblent des appareils électriques pour de grandes multinationales. En 2001, quelque 700 jeunes filles de Juarez ont disparu: «Sont-elles violées et assassinées, utilisées pour le trafic des femmes ou le trafic d'organes, pour la pornographie?», demande Anne-Marie Seghezzi-Turbano. Une enquête du gouvernement mexicain, réclamée par des organisations de femmes à l'échelle internationale, nous le dira peut-être dans quelques années.

Exploitation dans les pays du Nord

«Le Canada n'a pas de zones franches, mais on retrouve un peu l'équivalent de cette exploitation érotique parmi les femmes immigrantes dans le secteur du textile. Les usines clandestines utilisent le fait que ces femmes, qui travaillent au noir dans l'attente de papiers, ne parlent pas bien le français ou l'anglais pour les exploiter, dénonce Marie-France Benoit, conseillère syndica-

